

Ce qui est sans doute le plus effrayant pour la population birmane, c'est son association avec le renseignement militaire, dont on sait, preuves à l'appui, qu'il torture étudiants et membres de l'opposition. Selon *Amnesty International*, quelque 10 000 personnes ont «disparu» et des milliers d'autres croupissent en prison. Il est certes un peu romantique de voir Sanda Win comme la reine des Ténèbres – réincarnation démoniaque d'un conte ramayana classique –, mais l'image séduit les partisans d'Aung San Sun Kui qui la voient ainsi livrer un combat épique contre sa rivale.

Pour compliquer les choses, s'ajoute à la lutte entre le bien et le mal qui se joue entre les filles des pères fondateurs de la Birmanie moderne la réalité d'une société qui compte 41 millions d'habitants, où l'on parle une bonne centaine de dialectes ethniques et où les Birmans représentent les deux tiers de la population; les Karens, 10 p. 100; les Chans et les Arakanais, quelque 2 millions chacun; et les autres minorités, un peu plus de 1 million chacune.

LA BIRMANIE EST UNE DESTINATION TOURISTIQUE de rêve, une terre de méditation et de beauté sereine, mais comme ailleurs, la politique et l'argent y sont très liés. Alors que l'immense majorité de la population vit tout juste au-dessus du minimum physiologique, l'économie est dominée par quelques centaines de familles, d'officiers et de collaborateurs civils qui délivrent des licences d'import-export, fixent les règles des investissements spéculatifs, magouillent avec les trafiquants et trempent en coulisse dans le commerce de l'héroïne et de l'opium. Ne Win a toujours mis un point d'honneur à protéger les officiers loyaux, qui s'enrichissent en touchant de hauts salaires en tant que membres de l'armée et de conseils d'administration dans le civil, plus des rentes de terres et d'entreprises, et ont accès à des biens étrangers rares hors d'atteinte même pour la petite bourgeoisie locale.

Assimilant le système à une pyramide géante dont on finit toujours par graver les marches, une génération de Birmans a toléré une corruption croissante et des violations des droits de la personne de plus en plus nombreuses, mais une tragédie plane maintenant au-dessus de sa tête. Le pouvoir est à présent entre les mains de criminels orwelliens qui gouvernent en tenant continuellement un double langage et en usant de toutes les formes d'intimidation.

Pendant des décennies après l'indépendance, la communauté internationale a appliqué tacitement à l'encontre de la Birmanie un embargo sur les armements grâce auquel les conflits armés internes sont restés circonscrits. Le Parti communiste de Birmanie (PCB) recevait de Chine des armes en quantités limitées; l'Occident – pays et sociétés privées – approvisionnait l'armée de Rangoon; tandis que les ethnies insurgées échangeaient, avec la Chine et la Thaïlande, du teck, du jade, de l'opium et du bétail contre des armes et des munitions. Peu d'armes modernes firent



unie autour de la LND pour les élections de 1990 semble avoir volé en éclats. De plus, les multiples fractures ethniques, les intérêts économiques concurrents et la corruption endémique dont souffre une Birmanie au commerce de stupéfiants florissant (plus de la moitié de l'héroïne vendue sur le marché mondial provient maintenant du Triangle d'or, dont fait partie l'État des Chans) donnent peu d'espoir que tout régime bien géré puisse relever les ruines laissées par le CEROL après son effondrement final.

La communauté internationale doit se préparer à aider rapidement Aung San Suu Kui à réformer la LND et à remplir le mandat populaire qui lui est confié de par les élections de 1990. Il faudra du temps pour élaborer une

leur apparition dans les accrochages féroces qui caractérisaient la guerre birmane. Toutefois, ayant réfléchi à ce qui servirait le mieux ses intérêts politiques, Beijing décida de cesser d'aider le PCB. Un regain d'animosité avec l'Inde et les tensions continues avec le Viêt-nam durant les années 1980 lui faisaient souhaiter une frontière stable au Sud-Est. Les Chinois cherchèrent à s'allier avec les armées de Rangoon et de Bangkok, et d'importantes ventes d'armes à la Thaïlande au milieu des années 1980 furent suivies d'un marché de 1,2 milliard de dollars américains avec la Birmanie en 1990.

Pratiquement du jour au lendemain, l'armée birmane reçut des avions, des hélicoptères, de gros canons de campagne, des fournitures médicales, du matériel logistique et de grandes quantités de munitions. À l'automne 1991, les Karens relancèrent avec succès leur insurrection dans le delta de l'Irawady, et les batailles rangées contre des positions retranchées sont devenues plus fréquentes à mesure que les rangs de l'armée régulière gonflaient (de 160 000 à 280 000 soldats en cinq ans). Le nombre des morts a augmenté en conséquence.

La manne financière que le CEROL reçoit de sociétés pétrolières occidentales n'est pas le moindre des paradoxes. En effet, alors que leurs gouvernements condamnent les violations des droits de la personne en Birmanie, depuis 1988, elles y déversent des millions. La chasse au pétrole et au gaz rapporte des devises vitales pour maintenir le régime à flot et, malgré une récente condamnation générale par les démocraties occidentales, malgré une résolution unanime et sans précédent de la Troisième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU exigeant la libération de tous les prisonniers politiques et la validation des résultats des élections de 1990, la situation reste inchangée.

C'EST UNE MAUVAISE GESTION ÉCONOMIQUE À l'intérieur du pays et la cupidité des dirigeants qui mèneront probablement le régime à sa perte. Bien que les marchandises abondent, l'inflation met les importations et même les aliments de base hors de portée de la plupart des gens. Même les familles des soldats, protégées de ces privations par le passé, souffrent à présent. Faute de lien avec le CEROL, il faut lutter pour survivre. Il est vrai aussi que l'opposition qui s'est brièvement

nouvelle constitution tenant enfin compte des intérêts des minorités et pour recruter, à l'étranger et au pays, les milliers de Birmans qui possèdent les compétences pour gouverner. De nouveaux manuels scolaires doivent être écrits, les universités et le système éducatif doivent être restructurés, et les tribunaux, réformés. Les sociétés privées doivent pouvoir prendre de l'expansion loin des machinations des fonctionnaires. Une présence onusienne sera très probablement demandée, ainsi qu'une aide économique substantielle.

AUNG SAN SUU KUI EST NOVICE EN POLITIQUE ET inexpérimentée pour ce qui est de la gestion d'un pays, malgré son travail à l'ONU où, s'occupant de questions administratives et budgétaires, elle s'est familiarisée avec les grandes questions politiques. Si elle survit à l'incarcération, elle aura encore bien des tempêtes à essayer, étant donné les scissions marquées en Birmanie et les problèmes énormes laissés par Ne Win et le CEROL.

Les voisins de la Birmanie joueront un rôle décisif dans la formation du prochain gouvernement. Les pays de l'ANASE, la Chine et l'Inde ont tous intérêt à la stabilité. Les intrigues nécessaires pour survivre à la Guerre froide diminuant, il ne serait pas dans l'intérêt des États limitrophes, qui eux-mêmes courtisent les investisseurs étrangers, cherchent à attirer des millions de touristes et veulent servir d'exemple dans la région, de se faire les complices de la corruption et de l'état de terreur.

L'avenir immédiat de la Birmanie est peu encourageant, mais à plus long terme, il pourrait fort se révéler plus brillant. Le Japon et les démocraties occidentales seront des sources de financement importantes, comme pour l'Europe de l'Est et les anciennes républiques soviétiques, mais il sera des plus crucial que ces pays aident la Birmanie à rentrer dans le monde après bientôt trente ans d'isolation. Les abus commis par Ne Win et les régimes qu'il a encouragés ont coûté à toute une génération de Birmans leur patrimoine. Jusqu'à tout dernièrement, aucun gouvernement étranger ne condamnait ses politiques, et c'est une contradiction que l'on a beaucoup trop tardé à rectifier. □